

Pour les revendications ouvrières et le gouvernement ouvrier !

Hollande et son gouvernement avaient promis la reprise. Il n'y a pas de reprise, mais une dégradation continue de la situation : 23 mois consécutif de hausse du chômage. 3 224 600 chômeurs officiels, plus de 9 millions en comptant tous ceux qui sont sortis des statistiques, en contrats aidés, au RSA etc. Ils promettent aujourd'hui que la courbe du chômage va s'inverser, que les « outils » sont là. Mais de quels outils parlent-ils ? Des cadeaux aux entreprises sous forme des crédits d'impôts, des petits boulots sous forme de contrats d'avenir, de la loi reprenant l'accord ANI sur la flexibilisation de l'emploi facilitant les licenciements, aggravant les conditions de travail, diminuant les salaires ou imposant la mobilité. Tous les outils sont là pour les patrons, et pourtant la crise continue et s'amplifie. Comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, au Royaume Uni...

Malgré les promesses de Hollande et les rodomontades de Montebourg, ArcelorMittal de Florange et Pétroplus de Petit-Couronne viennent de fermer, PSA d'Aulnay est promis à la fermeture comme Goodyear d'Amiens Nord... autant d'usines où les travailleurs se sont battus avec ténacité, mais sont restés isolés. Par exemple, à PSA, les dirigeants syndicaux n'ont jamais appelé à la grève totale de tout le groupe ni à la grève totale de tout le secteur automobile quand Renault et tous les équipementiers sont également touchés, laissant s'épuiser, seuls, les travailleurs d'Aulnay.

Par contre les dirigeants syndicaux ont tous discuté à la demande du gouvernement les exigences du Medef sur la flexibilité de l'emploi, débouchant sur l'accord ANI. Certains, CFDT, CFTC et CFE-CGC le signant et FO et la CGT le condamnant, sans demander le retrait du projet de loi, mais appelant les parlementaires, tous les parlementaires, à l'amender dans un sens positif. Le 9 avril la loi a été votée sans changement avec l'appui tacite de la quasi-totalité des députés UMP qui s'est abstenue. Hollande s'est ainsi félicité du dialogue social et des progrès qu'il permet d'accomplir. Le même dialogue social doit s'ouvrir très prochainement pour préparer une nouvelle attaque contre les retraites, sans pourtant qu'aucun dirigeant syndical n'appelle à le boycotter.

Les travailleurs et la jeunesse voient que Hollande et son gouvernement font tout ce qu'ils peuvent pour satisfaire les exigences de la bourgeoisie. Celle-ci prend, mais en veut toujours plus. Elle sait que des mesures beaucoup plus dures contre les salariés doivent être prises pour tenter de restaurer son taux de profit. Tirant bénéfice du désarroi des salariés, elle a commencé à rameuter ses troupes en manifestant contre le droit au mariage pour tous et en utilisant l'abri de la réaction cléricale. C'est un galop d'essai. Le 26 mai, l'UMP appelle à une manifestation nationale pour avancer son programme : remplacer les CDI par des contrats de mission, supprimer les indemnités chômage au bout de 6 mois...

Le Front de gauche convoque le 5 mai une « *marche citoyenne* » à Paris sous le mot d'ordre « *Du balai ! Qu'ils s'en aillent tous !* ». Fort bien, mais par quoi les remplacer ? Par une « *6^e République dont une Assemblée constituante serait chargée de préparer les contours* ». Autrement dit, ni plus ni moins qu'un replâtrage de l'État bourgeois pour demain, et pour aujourd'hui, une pression sur Hollande dont Mélenchon se verrait bien le premier ministre !

Mais les revendications des travailleurs et de la jeunesse sont, elles, urgentes et totalement incompatibles avec le maintien du gouvernement Hollande, qui se dresse contre eux :

Du travail pour tous. Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements !

Rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires sur l'évolution des prix et des pensions sur les salaires ! Rétablissement de la retraite pleine à 37,5 annuités !

Pas un centime pour rembourser la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels, commerciaux et financiers, des entreprises d'énergie, de transport et de télécommunications !

Régularisation des travailleurs et jeunes étrangers sans-papiers ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous !

Retrait immédiat des troupes françaises du Mali et de toutes les zones où elles interviennent !

Contre la police, les groupuscules fascistes, autodéfense des manifestations, des grèves, des quartiers populaires...

Ces revendications se heurtent de plein fouet au capitalisme, aux partis de la bourgeoisie qui se disposent pour affronter directement la classe ouvrière. Elles appellent à la mobilisation, à l'organisation pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en œuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise, et organise la société en fonction des immenses besoins de la population et non plus du profit de quelques uns. Bref, à une révolution sociale. Cette république des travailleurs, et non pas la 6^e république bourgeoise, rompra avec l'Union européenne pour ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire.



Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente]

www.cci-t.org

www.revolution-socialiste.info